



**MARCHÉ PUBLIC**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIÈRES  
CCAP**

**Transport scolaire régulier des apprentis du CFA des MFR de Vendée  
pour l'année scolaire 2024/2025**

**Le pouvoir adjudicateur :**

**CFA des MFR de Vendée  
Maison des Familles  
119 boulevard des Etats-Unis – BP 122  
85000 LA ROCHE SUR YON**

**Appel d'Offres n° : 02 2024 Marché Transport CFA**

**Nomenclature CPV : 60000000-9/ Services de transport routier**

**Appel d'offres adapté ouvert en application du Code de la commande publique**

**Remise électronique des candidatures et des offres obligatoires  
sur le site internet <https://www.marches-securises.fr>**

**Date et heure limites de remise des offres : vendredi 24 mai 2024 à midi**

# SOMMAIRE

Article 1 - Objet de la consultation – dispositions générales .....	3
1-1-Objet du contrat.....	3
1-2-Lieu d'exécution des prestations .....	3
Article 2 – Durée du marché.....	3
Article 3 – Pièces contractuelles du marché .....	3
Article 4 – Responsabilité du titulaire et assurance.....	4
4-1- Responsabilité.....	4
4-2- Obligation d'assurance.....	4
4-3- Fourniture des attestations d'assurance .....	5
Article 5 – Cession de marché et sous traitance .....	6
5-1- Cession de marché .....	6
5.2 - Sous-traitance .....	6
Article 6 – Élection de domicile .....	6
Article 7 – Prix du marché et modalité de règlement.....	6
Article 8 – Révision de prix.....	7
Article 9 – Modalité de règlement.....	7
9.1- Facturation.....	7
9.2 - Mode de règlement et délai global de paiement .....	7
9.3 - Application de la taxe sur la valeur ajoutée .....	7
Article 10 – Pénalités.....	8
Procédure applicable .....	9
Article 11 – Continuité du service.....	10
Grève .....	10
Article 12 – Mise en régie provisoire .....	10
Article 13 - Résiliation.....	11
Article 14 - Langue .....	11
Article 15 - Droit.....	12

# **Article 1 - Objet de la consultation – dispositions générales**

## **1-1-Objet du contrat**

La consultation porte sur la prestation suivante :

### **Transport scolaire régulier des apprentis du CFA des MFR de Vendée**

pour l'année scolaire 2024/2025 le lundi matin et le vendredi midi vers les MFR suivantes :

- MFR Saint Gilles Croix de Vie
- MFR Talmont Saint Hilaire
- MFR Ifacom La Ferrière
- MFR La Louisière Les Herbiers
- MFR Saint Michel Mont Mercure
- MFR Mouilleron en Pareds

Les effectifs prévisionnels, les lignes et le planning prévisionnel sont présentés en Annexes A, B et C du CCTP.

## **1-2-Lieu d'exécution des prestations**

Département de la Vendée

# **Article 2 – Durée du marché**

La durée du contrat se confond avec sa durée d'exécution.

La durée du contrat est de **1 an, renouvelable 2 fois soit 3 ans au total**.

L'exécution des prestations aura lieu de septembre 2024 à juillet 2025 pour l'année scolaire 2024/2025 selon planning fourni au CCTP.

# **Article 3 – Pièces contractuelles du marché**

Seul l'exemplaire original de chacune des pièces du marché conservé dans les archives du CFA MFR 85 fait foi.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes comprenant notamment le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cadre de réponse technique du titulaire ;
- Les avenants et actes de sous-traitance éventuels.

Le titulaire est réputé connaître les clauses du CCAG-FCS, les normes et la réglementation applicables. Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, normes, de tous les textes administratifs communautaires, nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché. En cas de contradiction ou de différence entre les différentes pièces contractuelles du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus. En cas de contradiction entre les stipulations du corps d'un document et les stipulations d'une de ces annexes, les stipulations du corps du document prévaudront.

Toutes les pièces postérieures à la conclusion du marché sont considérées comme contractuelles (avenants). Ce seront les clauses et conditions des documents relatifs à ce marché qui s'appliqueront quels que soient les articles préinscrits dans les conditions générales de vente ou autre document du fournisseur.

## **Article 4 – Responsabilité du titulaire et assurance**

### **4-1- Responsabilité**

Dès la notification et pendant toute la durée du contrat, le titulaire est seul responsable à l'égard des tiers des conséquences des actes de son personnel et de l'usage du matériel.

Les obligations du présent marché doivent être exécutées par le titulaire conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et aux règles de l'art dans le souci de garantir l'hygiène et la salubrité publiques, la sécurité du personnel et des tiers, les droits des tiers et la préservation de l'environnement.

Le titulaire s'engage au respect de toutes les dispositions législatives et réglementaires en matière d'environnement, de transport public de personnes, au transport d'enfants et de Code de la Route, sans exception aucune.

Il assume, seul, toutes les conséquences juridiques et financières d'un éventuel non-respect de ces dispositions et ne pourra, en aucun cas, rechercher ou faire rechercher la responsabilité du Pouvoir Adjudicateur dans ces affaires.

Le titulaire et ses éventuels co-traitants et sous-traitants devront pouvoir justifier à tout moment du respect de leurs obligations légales et pourront être amenés à fournir, à la demande du Pouvoir Adjudicateur, tous justificatifs en la matière.

Le titulaire est tenu de réparer les dommages aux personnes, aux biens et à l'environnement causés par le fonctionnement du service ainsi que par les véhicules dont il a la charge. Il garantit le CFA MFR 85 contre tout recours des usagers ou des tiers.

D'une manière générale, le titulaire relève et garantit le CFA MFR 85 de toutes condamnations qui peuvent être prononcées à son encontre pour des dommages matériels ou immatériels trouvant leur origine dans l'exécution, la mauvaise exécution ou l'inexécution des prestations objets du présent marché.

Le titulaire est tenu d'être présent au domicile élu ou d'y être représenté par un délégué habilité à prendre toutes les mesures utiles pour l'exécution du service et d'y disposer d'un téléphone et d'une adresse électronique.

Le titulaire du marché est responsable à l'égard du CFA MFR 85 des erreurs commises dans l'exécution de sa mission.

A ce titre, la responsabilité du titulaire s'étend notamment :

- aux dommages causés par les personnes qu'il mandate pour l'exécution de ses prestations ;
- aux dommages causés par les véhicules, matériels et équipements utilisés par le titulaire pour la réalisation des prestations.

### **4-2- Obligation d'assurance**

Le titulaire est tenu de souscrire, au plus tard à la date d'entrée en vigueur du présent marché, et auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, toutes les polices d'assurance nécessaires pour l'exécution des prestations du marché, de sorte à se trouver garanti de toute indemnité à laquelle l'exposerait l'activité entreprise au titre du présent marché.

Le titulaire est tenu de couvrir sa responsabilité civile ainsi que sa responsabilité de dommages aux biens et à l'environnement par des polices d'assurance appropriées.

Cette assurance couvre tous les risques de responsabilité civile inhérents à son activité professionnelle et à l'exploitation du service, objet des présentes, y compris l'accident, le vol, la destruction des bagages, l'incendie, l'explosion, les dégâts des précipitations, la foudre, la tempête, les risques divers, la responsabilité civile à l'égard du public et du personnel.

Le titulaire ne peut évoquer le manquement ou la défaillance de la compagnie d'assurance pour justifier de la carence de celle-ci vis-à-vis du CFA MFR 85 ou des tiers.

Dès notification du marché, il devra justifier des assurances souscrites, et au moins :

- **Assurance Responsabilité Civile** : le titulaire a une responsabilité civile qui doit être couverte par une police d'assurance "responsabilité civile" qui couvre les dommages de toutes natures (corporels, matériels ou immatériels) causés par l'exécution des prestations à des tiers et ce de façon la plus entendue possible.

- **Assurance responsabilité professionnelle** : le titulaire devra justifier avoir souscrit une assurance responsabilité professionnelle couvrant l'activité exercée au titre du présent marché.
- **Assurance véhicules** : le titulaire contracte à ses frais une assurance pour les véhicules affectés au présent marché.
- **Assurance illimitée du « risque tiers et voyageurs transportés »**, couvrant les responsabilités que lui-même et le Pouvoir Adjudicateur, encourent du fait de l'exploitation des services.
- Le titulaire contracte à ses frais les assurances. Les polices d'assurance correspondantes devront être communiquées au pouvoir adjudicateur avant tout commencement d'exécution, accompagnée d'une déclaration de la Compagnie d'Assurance précisant qu'elle dispose d'un exemplaire certifié de l'intégralité du présent marché.

Les assurances devront au minimum couvrir les risques suivants :

- conséquences des dommages survenus aux biens assurés et aux tiers, dans le cadre de l'exécution des prestations ;
- Dommages corporels ;
- Dommages matériels et immatériels susceptibles de se produire du fait de l'exécution des prestations, objet du marché ;
- Dommages survenus aux biens assurés en dehors de leur utilisation ;
- Dommages causés à l'environnement, de manière accidentelle ou graduelle ;
- Vol ;
- Destruction des biens assurés ;
- Incendie ;
- Le recours des tiers contre le CFA MFR 85 à raison de ces risques.

A chaque demande, le titulaire devra fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations, portant mention de l'entendue de la garantie donnée par l'assureur et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation. La garantie doit être illimitée pour les dommages corporels.

Les polices d'assurance doivent mentionner le montant couvert par sinistre pour l'ensemble des dommages corporels, matériels et immatériels causés par le titulaire. Toutes les franchises stipulées dans les polices d'assurance sont à la charge du titulaire.

**En cas de défaut ou d'insuffisance d'assurance**, le CFA MFR 85, se réserve le droit soit :

- de résilier le présent marché de plein droit et sans indemnité,
- de mettre en place des garanties appropriées au nom du titulaire, le montant de ces primes restant à la charge du titulaire du marché.

#### **4-3- Fourniture des attestations d'assurance**

À tout moment, durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire les attestations d'assurance, sur demande du CFA MFR 85 et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à communiquer, au CFA MFR 85, sans délai et par écrit, toute modification survenue dans les polices d'assurance au cours de l'exécution du marché.

Le titulaire devra justifier du respect de ces clauses par la production spontanée d'une attestation détaillée par la compagnie d'assurance dans les conditions fixées à l'article 9 du C.C.A.G. / F.C.S. En revanche, par dérogation à l'article 9.2 du CCAG FCS, il devra fournir les attestations d'assurance dans un délai de huit jours francs à compter de la notification du présent contrat et avant tout début d'exécution des prestations.

En tout état de cause, le titulaire doit pouvoir justifier de ces assurances à la première demande formulée par le CFA MFR 85. A défaut, le titulaire s'expose à des sanctions définies à l'Article 16 - du présent CCAP.

## **Article 5 – Cession de marché et sous traitance**

### **5-1- Cession de marché**

Sous réserve des règles en vigueur au moment de la cession, il est interdit au titulaire de céder tout ou partie du présent marché, sans y être expressément autorisé par le CFA MFR 85.

Toute opération entraînant un changement de contrôle du titulaire au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce vaut, pour l'application du présent article, cession du contrat.

Le titulaire adresse sa demande de cession par pli recommandé avec demande d'avis de réception à la présidente du CFA MFR 85. Le CFA MFR 85 fait connaître sa décision dans un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande du titulaire. A l'expiration du délai de trois (3) mois, le silence gardé par le CFA MFR 85 vaut décision de rejet de la demande du titulaire.

Dans l'hypothèse où cette cession est acceptée, le cessionnaire est entièrement subrogé au titulaire dans les droits et obligations résultant du présent contrat.

### **5.2 - Sous-traitance**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le CFA MFR 85 et de l'agrément par celle-ci des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance. La non-information au CFA des MFR de Vendée vaudra application de pénalités (Article 10 du CCTP)

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement doivent respecter les modalités prévues dans le CCAG-FCS et dans le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Il est rappelé au titulaire que le ou les sous-traitants qu'il soumet au Pouvoir Adjudicateur devront disposer des capacités notamment professionnelles suffisantes pour assurer les prestations (inscriptions au Registre des Entreprises de Transport).

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

## **Article 6 – Élection de domicile**

Toutes les notifications, quelles que soient leurs formes, seront valablement faites à l'adresse du titulaire (le cas échéant le mandataire du groupement) telle qu'indiquée dans l'acte d'engagement du présent marché.

Le titulaire est tenu d'être présent au domicile élu ou d'y être représenté par un délégué habilité à prendre toutes les mesures utiles pour l'exécution du service et d'y disposer d'un téléphone et d'une adresse électronique.

## **Article 7 – Prix du marché et modalité de règlement**

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées **trimestriellement** par application des prix unitaires selon les stipulations du bordereau des prix unitaires du marché et sur les services de transport réellement effectués sur le trimestre.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges liées à l'exécution des prestations définies dans le CCTP, y compris les charges fiscales et parafiscales et les redevances de toutes natures afférentes à ces prestations. Les prix sont établis TTC.

Dans les cas de services non effectués :

- si le transporteur a été prévenu au moins 24 h à l'avance, ce dernier ne percevra aucune rémunération,
- si le transporteur n'a pas été prévenu ou a été prévenu moins de 24 h à l'avance, il percevra 50 % de la rémunération complète, telle que déterminé dans le BPU.

Dans le cas des services non assurés du seul fait du titulaire, aucune rémunération ne sera versée au transporteur ou à son sous-traitant.

## **Article 8 – Révision de prix**

Le marché étant d'un an, il n'y aura pas de révision de prix.

## **Article 9 – Modalité de règlement**

### **9.1- Facturation**

A la fin de chaque trimestre, le titulaire transmet au CFA MFR 85 une facture avec le détail sur la facture et son annexe des transports exécutés pour le trimestre précédent. Détail précisant le quantitatif par journée des différentes lignes de transport avec leur prix unitaire.

Les demandes de paiement seront adressées par voie électronique sur l'adresse mail : [cfamfr.vendee@mfr.asso.fr](mailto:cfamfr.vendee@mfr.asso.fr)

La monnaie de comptes du marché est l'euro. La facture est rédigée en français.

Le CFA MFR 85 dispose d'un délai de 30 jours pour faire connaître ses éventuelles observations ou contestations.

### **9.2 - Mode de règlement et délai global de paiement**

Le paiement des prestations s'effectue par virement bancaire.

Les sommes dues au titulaire et au sous-traitant sont réglées dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la demande de paiement. Si des dispositions législatives ou réglementaires plus favorables interviennent, dans cette hypothèse, le délai de paiement fixé par ces dispositions s'applique automatiquement.

Le retard de paiement dans le délai ci-dessus fixé fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ce taux est celui en vigueur au moment du paiement des factures.

Également, conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le retard de paiement dans le délai ci-dessus fixé donne lieu de plein droit et sans autre formalité au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dans le montant est fixé à 40 euros. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

Le délai global de paiement peut être suspendu par le CFA MFR 85. Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette notification précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées. A compter de la réception des justifications demandées par la personne publique contractante, un nouveau délai global est ouvert.

### **9.3 - Application de la taxe sur la valeur ajoutée**

Il sera fait application du taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations sauf disposition réglementaire contraire.

## **Article 10 – Pénalités**

A l'exception des pénalités de retard, une mise en demeure indiquant la nature de l'infraction, le fait que le CFA des MFR 85 envisage l'application de la pénalité correspondante et le montant de la pénalité, est envoyée au titulaire du marché par courrier recommandé avec accusé réception. Ce dernier dispose alors d'un délai de 10 jours afin de formuler ses observations.

À l'expiration de ce délai, un procès-verbal est adressé par courrier recommandé avec accusé réception au titulaire lui indiquant, le cas échéant, le montant des pénalités dont il doit s'acquitter.

Le titulaire doit pouvoir consulter les éléments de son dossier pouvant être utiles à sa défense.

Le paiement de ces pénalités n'exonère pas le titulaire de son éventuelle responsabilité civile ou pénale vis-à-vis de du CFA MFR 85, des usagers et des tiers. L'application des pénalités n'a pas de caractère exclusif, là le CFA MFR 85 se réserve ses droits à demander à l'entreprise titulaire le paiement de dommages et intérêts complémentaires trouvant leurs sources dans les infractions sanctionnées par les pénalités dont le montant s'avère insuffisant pour couvrir les préjudices réellement subis.

Le CFA MFR 85 peut en outre réclamer au titulaire les sommes correspondant aux frais engagés pour pallier les défaillances du titulaire, notamment en cas de non-réalisation d'une prestation prévue par le présent CCAP ou le cadre de réponse technique du titulaire.

L'application des pénalités ne dispensera pas le titulaire d'exécuter les prestations incriminées. En tout état de cause, le titulaire procède aux rectifications nécessaires dans les meilleurs délais, dès la constatation des infractions.

Les différentes pénalités visées au présent article peuvent éventuellement se cumuler. Elles sont non plafonnées.

Les pénalités seront payées par déduction opérée sur la première facture présentée par le titulaire postérieurement au constat du manquement.

Les montants des pénalités sont nets de taxes.

### **Niveau des pénalités**

Seul le Pouvoir Adjudicateur a le pouvoir de déterminer le niveau et la durée des pénalités applicables au titulaire.

Aucune exonération de pénalités n'est prévue.

Seront de nature à justifier l'application du régime des pénalités financières :

- Départ en avance de l'arrêt : 100 € par constat
- Retard de plus de 15 minutes : 100 € par constat sur l'ensemble de la ligne
- Non-observation d'un arrêt : 100 € par constat
- Arrêt non autorisé : 100 € par constat
- Modification non autorisée de l'itinéraire : 200 € par constat
- Utilisation d'un véhicule différent à celui prévu sans en avoir averti le CFA MFR 85 : 200 € par constat
- Refus d'accès à bord opposé à un passager titulaire d'un titre de transport en cours de validité, sauf motif légitime lié au comportement du passager ou pour dépassement de capacité : 100 € par constat
- Défaut d'affichage à bord de l'identification de la ligne et de la destination du véhicule : 100 € par constat
- Exécution d'un service par sous-traitance non conforme au marché et sans information et accord du CFA MFR 85 : 200 € par constat
- Non-entretien et nettoyage des véhicules (Article 7.3 du CCTP) : 200 € par constat
- Non-information dans l'heure d'un service ligne non assuré (Article 11 du CCTP) : 100 €
- Desserte non assurée du seul fait du transporteur (Article 11.3 du CCTP) : Voir article 11 du présent CAAP
- Dysfonctionnement constaté d'entretien des véhicules (Article 12 du CCTP) : 1 000 € par constat
- Non-communication des documents due à l'organisateur (Article 14 du CCTP) : 50 € par jour de retard



Ces pénalités sont applicables par ligne et :

- par journée de réalisation non conforme d'une ligne, que cette non-conformité soit constatée quotidiennement ou présumée avoir duré sur la période ayant suivi un premier contrôle positif resté sans effet ;
- ou par jour ouvré (hors samedi et dimanche) de retard, lorsqu'il s'agit d'un défaut d'information ou de transmission de document au Pouvoir Adjudicateur ;
- ou par jour calendaire en cas de non-gestion (et/ou de non-transmission d'information) d'une situation grave pouvant remettre en cause la sécurité des personnes, des biens ou de l'environnement.

En cas de défaut de déclaration par le titulaire au Pouvoir Adjudicateur, sous 24 heures, ou par courriel, de la survenue de tout manquement, les montants de base des pénalités sont affectés d'un coefficient multiplicateur de 1,5.

Les pénalités sont cumulables et sont hors du champ d'application de la TVA.

Les pénalités ci-dessus sont applicables sans préjudice des sanctions pénales susceptibles d'être prononcées par les Services de l'État compétents (Police, Gendarmerie, Agents de l'Équipement, Inspection du Travail) et s'appliquent en plus des peines d'amendes infligées par les autorités compétentes.

### **Procédure applicable**

Les constats de non-conformité peuvent être induits par les opérations de contrôle réalisées par le Pouvoir Adjudicateur ou par des agents mandatés par lui, ou par un prestataire qu'il agréé à cet effet. Ils peuvent également être induits par un signalement initial écrit ou téléphonique en provenance d'une partie tiers au contrat (Services de l'Etat, autres usagers de la route, ...). Dans le cas d'un signalement initial en provenance de particuliers, le Pouvoir Adjudicateur ou les agents mandatés par lui, ou le prestataire qu'il agréé à cet effet, vérifient que la remontée d'information est fiable et confirmée.

Les constats de non-conformité sont établis par le Pouvoir Adjudicateur.

Qu'ils portent sur des manquements de nature technique, administrative, comptable ou réglementaire, ils donneront lieu à une notification par le Pouvoir Adjudicateur au titulaire d'une « fiche d'incident » par courriel, ou par courrier en AR.

Le titulaire pourra mentionner par écrit sur cette fiche, pièces justificatives éventuelles à l'appui, toute observation ou information susceptible de motiver la non-application de la pénalité correspondante. Il communiquera ces éléments par retour de courriel ou par courrier en AR.

En cas de réponse insatisfaisante ou d'absence de réponse dans un délai de 48 heures ouvrées après cette notification, le Pouvoir Adjudicateur appliquera de plein droit une pénalité.

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) 22/27.

Les pénalités finalement retenues à l'encontre du titulaire lui seront notifiées tous les mois. Elles donneront lieu tous les trimestres à l'émission d'un titre de recettes dont le montant correspondra au cumul du montant des pénalités au titre de trois mois précédents.

Le Pouvoir Adjudicateur sera amené, à tout moment, à procéder aux contrôles nécessaires à la vérification des prestations de service de transport objet du présent marché. Par dérogation à l'article 22.3 du CCAG-FCS, ces contrôles pourront être réalisés sans que le titulaire du marché n'en soit spécifiquement avisé.

Ces vérifications auront pour objectif de s'assurer que les prescriptions du présent CCTP, les annexes techniques et les engagements du titulaire dans le cadre de son offre de service, sont effectivement mises en œuvre par le transporteur en charge de l'exécution des circuits.

Ces contrôles seront réalisés par les agents du Pouvoir Adjudicateur ou par des tiers dument mandatés par lui.

Le Pouvoir Adjudicateur pourra solliciter à tout moment auprès du transporteur, la production immédiate des documents lui permettant de s'assurer du respect des obligations qui s'imposent à lui de façon contractuelle ou de façon réglementaire. Il s'agit par exemple :

- Du certificat d'immatriculation des véhicules.
- Des certificats d'aménagement des véhicules.
- Des contrôles techniques des véhicules.
- Des enregistrements du chronotachygraphe.
- Des enregistrements du système d'Éthylotest anti-démarrage des véhicules (EAD).
- Des certificats d'assurance des véhicules (ou du parc de véhicules).
- Des documents transmis aux personnels de conduite et d'encadrement concernant les prescriptions du présent CCTP et de ses annexes.
- De toute autre information nécessaire au contrôle de la conformité des prestations.

Le Pouvoir Adjudicateur aura la faculté, suite à ces contrôles ou dans le cadre de signalements réalisés par des tiers (réclamations des usagers, police, gendarmerie...) d'appliquer les pénalités prévues à l'Annexe du présent CCAP.

### **Cas particulier : pénalité pour défaut d'accomplissement des formalités prévues aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail**

Une pénalité pourra être appliquée au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail.

La pénalité sera de :

- 10 % du montant du contrat dans la limite de 25 000,00 € en cas de travail dissimulé, tel que défini à l'article L. 8222-1 du Code du travail.
- 10 % du montant du contrat dans la limite de 25 000,00 € en cas de travail dissimulé, tel que défini à l'article L. 8222-1 du Code du travail, d'un mineur soumis à l'obligation scolaire.

Conformément à l'article R. 8222-3 du Code du travail, la pénalité sera appliquée après mise en demeure du titulaire, adressée par lettre recommandée avec avis de réception, de régulariser sa situation au regard du Code du travail, restée sans réponse dans les 15 jours. La mise en demeure indiquera la nature de l'infraction, le fait que le CFA MFR 85 envisage l'application de la pénalité correspondante et le montant de la pénalité.

Le titulaire doit pouvoir consulter les éléments de son dossier pouvant être utiles à sa défense. Le CFA MFR 85 se réserve toutefois le droit d'opter pour la résiliation du contrat aux frais et risques du co-contractant à l'issue de la mise en demeure restée infructueuse.

## **Article 11 – Continuité du service**

En cas de non-exécution du service, si le transporteur ne peut invoquer aucune force majeure il devra à l'organisateur une indemnité égale à 50 % du prix du service de la ou des lignes concernées. Si par contre la non-exécution résulte du fait du CFA MFR 85, il sera dû au transporteur une indemnité égale à 50 % du prix, si ce dernier n'en a pas été averti au plus tard la veille avant 10 heures.

### **Grève**

En cas de grève, le Pouvoir Adjudicateur pourra confier l'exécution de tout ou partie du service à une autre entreprise aux frais de l'exploitant.

L'absence de retour à l'exécution normale du service à l'issue du délai de quinze jours pourra constituer un cas de résiliation du marché.

## **Article 12 – Mise en régie provisoire**

Dans le cas où le CFA MFR 85 constate une interruption de l'exécution des prestations prévues par le présent marché, ou une extrême négligence dans la manière dont elles sont réalisées (problèmes

d'hygiène et de sécurité publique, non-respect des exigences réglementaires...), elle met en demeure le titulaire de reprendre l'exécution des prestations prévues par le présent marché, et ce dans un délai de 15 jours. En cas d'urgence, ce délai peut être réduit à vingt-quatre heures.

Durant cette période de 15 jours ou de vingt-quatre heures, le titulaire peut consulter les pièces de son dossier pouvant être utiles à sa défense. Il peut formuler par tout moyen ses observations, par écrit ou par oral. Il dispose à cet effet du droit d'être reçu par un représentant du CFA MFR 85. Lors de cette phase contradictoire, le titulaire peut aussi formuler toute observation de nature à faire diminuer le coût qui résultera, pour lui, de cette exécution d'office.

A l'expiration de ce délai, si ses prescriptions ne sont pas respectées, le CFA MFR 85 peut faire procéder, totalement ou partiellement aux frais du titulaire, à l'exécution d'office provisoire au fonctionnement de service du présent marché par un tiers entreprise.

A compter du prononcé de la mise en régie, le titulaire ne peut plus prétendre à la part du prix correspondant aux missions exécutées en régie.

Les excédents de dépenses supportées par le CFA MFR 85 au titre de la mise en régie sont majorés de 20 %, à l'exclusion de toute autre pénalité, et mises intégralement à la charge du titulaire.

Les diminutions de dépenses supportées par le CFA MFR 85 au titre de la mise en régie sont intégralement conservées par le CFA MFR 85.

La régie cesse si le titulaire est de nouveau en mesure de remplir ses obligations, sur décision du CFA MFR 85, sauf résiliation intervenue dans les conditions du présent contrat.

## **Article 13 - Résiliation**

La résiliation aux torts du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité.

Outre les cas prévus au CCAG-FCS, la résiliation aux torts du titulaire interviendra également dans les cas suivants :

- en cas de faute du titulaire d'une particulière gravité, après que soit apportée la preuve de la faute et après mise en demeure restée sans effet dans le délai imparti par le CFA MFR 85, notamment dans les cas suivants :
  - si, après un maximum de deux mois de régie, il n'est pas en mesure de reprendre l'exécution régulière du contrat ;
  - si le titulaire cède le présent contrat à un tiers sans l'autorisation du CFA MFR 85,
- en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 48 et 51 du décret n°2016-360 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail,
- en cas de radiation du titulaire du registre des entreprises de transport par route,
- le titulaire n'a pas souscrit ou renouvelé les polices d'assurance nécessaires.

Le titulaire sera mis en demeure par LRAR indiquant les reproches qui lui sont faits ainsi que le fait que le CFA des MFR 85 envisage la résiliation du marché. Il pourra consulter tout document de son dossier pouvant lui être utile à sa défense. Le titulaire disposera d'un délai de contestation de 15 jours.

Dans ces conditions, le CFA MFR 85 peut mettre fin au marché par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, la résiliation prend effet un mois après la réception de cette lettre de notification.

Les conséquences financières de la résiliation seront supportées par le titulaire.

Ces dispositions ne sont toutefois pas applicables en cas d'urgence ou de circonstances exceptionnelles ou lorsque leur mise en œuvre serait de nature à compromettre l'ordre public ou la conduite des relations internationales ou encore aux décisions pour lesquelles des dispositions législatives ont instauré une procédure contradictoire particulière.

## **Article 14 - Langue**

Tous les documents, correspondances ou demandes de paiement doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

## **Article 15 - Droit**

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Par dérogation aux dispositions de l'article 37 du CCAG-FCS, tout différend entre le titulaire et le CFA MFR 85 doit faire l'objet de la part du titulaire d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées qui doit être communiqué au CFA MFR 85 par courrier recommandé avec accusé de réception postal dans un délai de trente jours à partir du jour où le différend est apparu.

Le CFA MFR 85 dispose d'un délai de deux mois à partir du jour de la réception du mémoire de réclamation pour faire connaître sa décision au titulaire. L'absence de réponse dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Les litiges survenant entre le titulaire et le CFA MFR 85 font l'objet d'un recours devant le Tribunal territorialement compétent. Le tribunal dont dépend le CFA MFR 85 sera le seul compétent pour le règlement des litiges.

---

### **Acceptation du CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

Le candidat atteste avoir pris connaissance et accepté les clauses du présent document et s'engage à les respecter. Ce seront les conditions établies dans ce document qui s'appliqueront, quels que soient les articles inscrits dans les conditions générales de vente ou autre document du prestataire.

Nom de l'entreprise :

Adresse :

Code APE :

Numéro de SIRET :

Nom, prénom fonction :

Fait à :

Téléphone :

Adresse courriel :

Date :

Signature et Cachet de l'entreprise

**Toutes les pages du présent document doivent être paraphées.**